

Note de position
2026



**LE TEMPS DE LA
JUSTICE ÉCONOMIQUE :
RÉFORMER
ET DÉMOCRATISER
LA GOUVERNANCE
ÉCONOMIQUE MONDIALE**



Le CIVIL SOCIETY 7 est un groupe d'engagement qui rassemble des centaines de voix des pays du G7 et au-delà. Sous la présidence de la France, le C7 est coordonné par Coordination SUD, la plateforme des OSC françaises œuvrant pour la solidarité internationale.

LE TEMPS DE LA JUSTICE ÉCONOMIQUE : RÉFORMER ET DÉMOCRATISER LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Aujourd'hui, l'économie mondiale demeure profondément inégalitaire. La richesse, les ressources et le pouvoir de décision restent concentrés dans les pays du Nord, tandis que des milliards de personnes dans les pays du Sud sont confrontés à la pauvreté, à l'insécurité, au piège de la dette et à l'instabilité climatique. Ces déséquilibres ne sont pas le fruit du hasard : ils s'enracinent dans des schémas historiques d'extraction des ressources, une intégration inégale à l'économie mondiale et des structures de gouvernance qui continuent de marginaliser les populations les plus touchées.

Ces déséquilibres structurels sont encore renforcés par la concentration du pouvoir de décision au sein des institutions financières internationales, où les pays les plus touchés par les crises de la dette et du climat restent largement exclus des processus de définition des règles qui les concernent directement.

À l'heure où le multilatéralisme est mis à rude épreuve, la légitimité et l'efficacité de la gouvernance économique mondiale dépendent de sa capacité à remédier à ces injustices structurelles. Or, l'architecture financière internationale demeure largement façonnée par un nombre restreint d'acteur-rices, les pays du Sud étant insuffisamment représentés et impliqués dans la définition des règles qui les régissent. Ce déficit démocratique mine la confiance dans les institutions multilatérales et limite leur capacité à répondre efficacement aux crises mondiales interdépendantes.

Cinq grands problèmes systémiques sont à l'origine des injustices économiques que subissent les pays du Sud :

→ Le fardeau persistant des dettes

Plus de 60 pays, notamment ceux à revenu faible ou intermédiaire, courent un risque élevé de surendettement. Le service de la dette, caractérisé par un coût du capital élevé, continue d'absorber plus de 42 % des budgets publics et jusqu'à 53 % dans les économies à faible revenu¹, accaparant ainsi les ressources indispensables à la santé, à l'éducation et à la lutte contre le changement climatique. Plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent davantage de ressources au service de la dette qu'à la santé ou à l'éducation². Cette situation est aggravée par la hausse des taux d'intérêt, la vigueur du dollar américain et la domination croissante des créanciers privés, qui détiennent désormais plus de 60% de la dette des pays du Sud global³ et résistent souvent aux efforts de restructuration ou les retardent.

→ La baisse de l'Aide Publique au Développement

Les réductions de l'aide publique au développement (APD) par les pays du G7, combinées aux engagements non tenus, à l'évolution vers des approches transactionnelles et aux abus, creusent considérablement les déficits de financement et compromettent les efforts d'éradication de la pauvreté.

→ Les abus fiscaux et les inégalités

On estime à 492 milliards de dollars les pertes annuelles dues à l'évasion fiscale internationale⁴. Ces pertes comprennent notamment le transfert de bénéfices par les multinationales et l'évasion fiscale des particuliers fortunés. Elles sont aggravées par les flux financiers illicites, le manque de transparence et un système fiscal mondial obsolète qui profite de manière disproportionnée aux pays à revenu élevé, et en particulier aux paradis fiscaux. Ensemble, ces facteurs privent les pays, notamment ceux du Sud, de ressources domestiques essentielles à leur développement durable.

- 1 Norwegian Church Aid, [Resolving the worst ever global debt crisis, Time for an ambitious initiative?](#) (2024).
- 2 UNCTAD, [Explorez le tableau de bord de l'endettement dans le monde : 188 pays passés au crible.](#) (2024).
- 3 Global Sovereign debt monitor, [Creditors of countries in the Global South. Who bears political responsibility for debt cancellation?](#) (2025).
- 4 Global Alliance for Tax Justice. [Advancing Care Economies: Why Fair Allocation of Taxing Rights Matters for Global and Gender Justice](#) (2026).

À titre d'exemple, les pays africains perdent à eux seuls environ 89 milliards de dollars par an en raison des flux financiers illicites⁵, limitant davantage la mobilisation des ressources domestiques.

→ **Le commerce et l'investissement injustes**

Des règles d'exploitation croissantes dans les chaînes d'approvisionnement, des économies numériques dominées par quelques acteur·rices une faible protection des travailleurs et travailleuses, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes migrantes et des peuples autochtones, ainsi que la persistance du travail des enfants et du travail forcé.

→ **Les failles du système financier**

Le multilatéralisme est fragilisé par des réformes insuffisantes, des coûts d'emprunt élevés pour les pays du Sud, une dépendance excessive aux capitaux privés qui privilégient le profit au détriment du bien public, ainsi que par les pressions et conditionnalités des agences de notation et des institutions financières internationales. Ces failles révèlent des déséquilibres de gouvernance plus profonds, caractérisés par une centralisation du pouvoir réglementaire et des mécanismes de responsabilisation faibles ou non contraignants, notamment à l'égard des acteurs financiers privés.

Ces défis s'alimentent mutuellement. Ils creusent les inégalités, exacerbent les disparités de genre, alimentent les migrations forcées, freinent la réalisation des ODD et fragilisent la stabilité mondiale, constats faisant directement écho aux orientations politiques du G7, lesquelles ont historiquement privilégié la déréglementation et des modèles de croissance inégaux. Ils révèlent également des défaillances systémiques de gouvernance et non de simples lacunes politiques, exigeant une transformation structurelle plutôt que de simples ajustements. Pour y remédier, il faut non seulement accroître les financements, mais aussi rééquilibrer en profondeur la gouvernance économique mondiale.

5 Expertise France. [Securing a robust AML/CFT Framework against Illicit Financial Flows in Sub-Saharan Africa](#) (2026).

UN MOMENT CRITIQUE POUR LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7

En tant que pays hôte du G7 de 2026, la France occupe une position stratégique. Elle a déjà reconnu la nécessité de réformer l'architecture financière internationale, notamment en appelant à un « nouveau pacte financier mondial » et en participant à des processus multilatéraux clés tels que l'agenda pour le financement du développement et les négociations sur une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale. La France a également admis que le système financier actuel n'est plus adapté aux défis mondiaux contemporains, ouvrant ainsi une opportunité politique pour faire progresser les réformes structurelles.

Il incombe désormais à la présidence française de traduire cette ambition en un leadership politique concret. Cela implique de promouvoir la démocratisation de la gouvernance financière mondiale, de nouer des alliances renouvelées avec les pays du Sud, de reconnaître les responsabilités historiques dans la construction des inégalités actuelles et de faire progresser les réformes qui placent l'équité, les droits humains et la durabilité au cœur de la gouvernance économique mondiale.

RECOMMANDATIONS DU C7 SUR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

Le Civil 7 (C7), organe officiel de dialogue de la société civile avec le G7, n'a cessé de plaider pour des réformes en faveur de la justice économique. Sous la présidence canadienne du G7, en 2025, le C7 a publié un communiqué intitulé « Justice mondiale, ensemble » (Global Justice, Together)⁶, exhortant les dirigeantes et dirigeants du G7 à faire de la réforme de la gouvernance une priorité dans les domaines du commerce, de la dette et de la finance afin de bâtir une économie mondiale équitable. De la même manière, en 2024 sous la présidence italienne, le C7 avait plaidé pour la décolonisation des systèmes et une justice transformatrice, en insistant sur des politiques centrées sur les personnes dans un contexte de crise multiforme, et en appelant le G7 à œuvrer pour une coopération multilatérale en faveur de la dignité, de la sécurité et du développement durable.

⁶ Civil 7, [Global Justice Together](#) (2025).

À la lumière de l'analyse contextuelle et historique des recommandations, le C7 appelle le G7 à :

→ **Défendre une réforme et un allègement de la dette**

Établir une convention-cadre des Nations Unies sur la dette souveraine instaurant un mécanisme multilatéral de restructuration contraignant et transparent. Celui-ci inclurait l'ensemble des créanciers, prévoirait une suspension standardisée de la dette, viserait à réduire les coûts du capital – notamment grâce à une réglementation des agences de notation et au développement de prêts concessionnels –, garantirait une réallocation équitable des DTS (Droits de tirage spéciaux) sans alimenter de nouvelles spirales d'endettement, et mettrait fin aux majorations et des mesures d'austérité du FMI. Soutenir l'annulation de la dette lorsque cela s'avère nécessaire et adopter des législations nationales dans les principales juridictions financières afin de limiter le nombre de créanciers récalcitrants et de faciliter une restructuration juste et rapide.

→ **Restaurer et réformer l'APD**

Comblent le fossé entre les engagements et les décaissements, allouer davantage de ressources aux initiatives en faveur de l'égalité de genre, réformer la gouvernance de l'APD par le biais d'un cadre des Nations Unies pour la coopération au développement fondé sur les principes de justice et de réparation, et introduire un financement innovant orienté vers les organisations à but non lucratif.

→ **Permettre une véritable coopération fiscale internationale**

Soutenir activement une Convention-cadre des Nations Unies ambitieuse et contraignante sur la coopération fiscale internationale, qui représente une occasion historique de réformer un système fiscal injuste et inefficace⁷. Promouvoir un système de gouvernance fiscale mondiale démocratique et inclusif sous l'égide des Nations Unies. Promouvoir une répartition équitable des droits d'imposition, une lutte renforcée contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites, une transparence accrue grâce à des registres publics mondiaux des actifs et des bénéficiaires effectifs, un relèvement de l'imposition mondiale des sociétés à 25 % et une taxe mondiale sur les personnes les plus fortunées. La réforme fiscale internationale doit permettre aux pays de mobiliser les ressources nécessaires au développement durable et à la lutte contre le changement climatique.

7 CCFD-Terre Solidaire, [De New York à Nairobi : 2025, une nouvelle page pour la justice fiscale internationale \(2026\)](#).

→ Commerce équitable et investissement

Adopter une approche fondée sur les droits en matière de politiques commerciales, en donnant la priorité aux droits des femmes et des enfants ainsi qu'à la protection de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement, supprimer progressivement le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), réglementer les droits de propriété intellectuelle grâce aux flexibilités de l'Accord sur les ADPIC, garantir une IA et un commerce numérique éthiques et combler les écarts numériques entre les sexes.

→ Maintenir un équilibre entre financement privé et services publics

Pour éviter la financiarisation des services essentiels, il convient de privilégier l'intérêt public et la responsabilité budgétaire. Il est nécessaire de veiller à ce que le financement privé soit réglementé, aligné sur les priorités de développement, et assorti de mécanismes robustes de contrôle et de responsabilisation publics.

→ Mettre en place des politiques transformatrices et inclusives en matière de genre

Mettre en œuvre des règles fiscales sensibles au genre, des systèmes de protection sociale et de prise en charge adaptés aux besoins des femmes, et veiller à ce que les ressources débloquées grâce à l'allègement de la dette et aux réformes fiscales soient affectées aux services essentiels et à l'égalité des genres, notamment en réduisant la charge des soins non rémunérés. Renforcer l'obligation pour les entreprises de respecter les droits humains et de mener des actions de diligence raisonnable en matière environnementale, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies. Ratifier les principales conventions de l'OIT visant à éliminer le travail des enfants et le travail forcé, y compris la protection des groupes vulnérables et souvent marginalisés.

→ Démocratiser la gouvernance financière mondiale

Renforcer la voix, la représentation et la participation effective des pays du Sud au sein des institutions financières internationales, notamment par la réforme de la structure de l'actionnariat de la Banque mondiale et la révision des quotes-parts du FMI. Garantir des processus décisionnels inclusifs qui associent la société civile et les communautés concernées, renforçant ainsi la légitimité, la responsabilité et l'équité de la gouvernance économique mondiale.

Garantir la justice économique n'est pas seulement une question d'équité : c'est une condition essentielle pour restaurer la confiance dans le multilatéralisme et assurer la stabilité mondiale. La démocratisation de la gouvernance financière est au cœur de cette démarche, car elle permet aux populations les plus touchées par les crises économiques et climatiques de participer pleinement à l'élaboration des règles qui les régissent. Une présidence française ambitieuse du G7 peut envoyer un signal fort : le système économique international doit évoluer pour devenir plus équitable, plus représentatif et être capable de garantir un développement durable pour toutes et tous.



[civil7france2026](https://www.linkedin.com/company/civil7france2026)



[civil7official](https://twitter.com/civil7official)



[@Civil7](https://www.youtube.com/channel/UC...)

www.2026civil7.org